



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TERRITOIRE DE BELFORT

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°90-2017-032

PUBLIÉ LE 28 AOÛT 2017

Sommaire

Préfecture

90-2017-08-28-002 - Arrêté définissant les procédures d'urgence en cas de pic de pollution atmosphérique aux particules PM10, dioxyde, d'azote, ozone ou dioxyde de soufre (30 pages) Page 3

90-2017-08-28-003 - Avis de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Territoire de Belfort du 22-08-17 - Dossier E. LECLERC à Valdoie -Permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale. (4 pages) Page 34

UT-DIRECCTE 90

90-2017-08-24-002 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne - COUP DE POUCE à BELFORT (90000) (2 pages) Page 39

Préfecture

90-2017-08-28-002

Arrêté définissant les procédures d'urgence en cas de pic de pollution atmosphérique aux particules PM10, dioxyde, d'azote, ozone ou dioxyde de soufre



PRÉFET DU TERRITOIRE-DE-BELFORT

**Le Préfet du Territoire-de-Belfort
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Arrêté n°

**Définissant les procédures d'urgence en cas de pic de pollution atmosphérique
aux particules PM10, dioxyde d'azote, ozone ou dioxyde de soufre**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles : L120-1 (relatif à la participation du public), L221-1 à L221-6 (relatifs à la surveillance de la qualité de l'air et à l'information du public), L223-1 (relatif aux mesures d'urgence), L222-4 à L222-7 (relatifs aux plans de protection de l'atmosphère), R221-1 (relatif aux seuils réglementaires), R221-4 à R221-6 (relatifs à l'information sur la qualité de l'air), R222-19 (relatif au contenu du PPA), R223-1 à R223-4 (relatifs aux mesures d'urgence), R223-5 et R514-4 (relatifs aux sanctions applicables)

Vu le code de la route, notamment son article R411-19,

Vu le code de la sécurité intérieure,

Vu le code de la défense et notamment les articles R1311-1 à 1311-29, relatifs aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité en matière de sécurité nationale

Vu le décret n°2004-374 modifié du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu l'arrêté interministériel du 7 avril 2016, modifié par l'arrêté du 26 août 2016, relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant,

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 2014 relatif aux recommandations sanitaires en vue de prévenir les effets de la pollution de l'air sur la santé

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2017 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant,

Vu l'arrêté interpréfectoral du 21 août 2013 portant approbation du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle et notamment les mesures d'urgence définies dans le PPA ainsi que son annexe listant les communes concernées,

Vu l'instruction technique du 24 septembre 2014 relative au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant,

Vu le document-cadre zonal de protection de l'atmosphère de mai 2017 relatif aux procédures préfectorales en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant par l'ozone, les particules fines et le dioxyde d'azote pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu l'instruction n°DGS/DUS/EA/MICOM/2015/63 du 6 mars 2015 relative à la participation des ARS et de l'InVS à la gestion des épisodes de pollution de l'air ambiant,

Vu l'instruction du Gouvernement du 5 janvier 2017 relative à la gestion des épisodes de pollution de l'air ambiant,

Vu la mise à disposition du public sur le site internet de la DREAL Bourgogne Franche-Comté du 16 juin au 7 juillet 2017, au titre de l'article 120-1 du Code de l'Environnement,

Vu le bilan des observations des membres du comité d'actions visé à l'article 7,

Vu le bilan des observations du public en date du 11 juillet 2017,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 26 juin 2017,

Vu le rapport et les propositions du Directeur Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 13 juin 2017,

CONSIDERANT les objectifs de santé publique et de préservation de la qualité de l'air poursuivis par les articles L220-1 et suivants du code de l'environnement,

CONSIDERANT que le département est soumis chaque année à des épisodes de pollution atmosphérique, principalement aux particules et à l'ozone,

CONSIDERANT que pour être efficaces du point de vue de la qualité de l'air et faciliter leur mise en œuvre, les mesures d'urgence doivent être prises sur des portions de territoire suffisamment grandes et facilement identifiables par les acteurs de ce territoire,

CONSIDERANT que, lorsque les seuils de recommandation ou d'alerte à la pollution de l'air sont atteints ou risquent de l'être, il est nécessaire d'assurer l'information du public sur l'épisode de pollution atmosphérique en cours et sur les comportements à adopter,

CONSIDERANT les mesures de réduction des émissions durant les épisodes de pollution par les particules en suspension sur l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle, propres au Plan de Protection de l'Atmosphère,

CONSIDERANT les mesures de réduction des émissions durant les épisodes de pollution au dioxyde d'azote, dioxyde de soufre, ozone ou particules, prévues par l'arrêté ministériel du 7 avril 2016 susvisé,

CONSIDERANT l'absence de pic de pollution au dioxyde de soufre sur le département depuis au moins cinq ans,

CONSIDERANT que, lorsque le seuil d'alerte est atteint ou risque de l'être, le Préfet de département et le Préfet de zone de défense Est doivent mettre en œuvre les mesures réglementaires adaptées à la situation,

SUR proposition de la Directrice de Cabinet de la préfecture,

ARRETE :

Article 1 : Abrogation des textes précédents

Les textes suivants sont abrogés :

- L'arrêté préfectoral n°2006-07131303 du 13 juillet 2006 relatif à la procédure d'information et d'alerte du public et mise en œuvre de mesures d'urgence en cas de pointes de pollution atmosphérique (SO_2 , NO_2 , O_3)
- L'arrêté préfectoral n°2014196-0001 du 15 juillet 2014 définissant les mesures d'urgence en cas de pic de pollution aux PM10

Article 2 : Définition des zones concernées

Les procédures d'information/recommandation et d'alerte en cas de pic de pollution atmosphérique définies par le présent arrêté et ses annexes s'appliquent au territoire concerné par le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle (cf. annexe 4) pour tout

dépassement sur le département. Les mesures propres à ce plan interviennent en complément des mesures générales mises en œuvre. Le territoire concerné par le PPA est défini par l'arrêté inter préfectoral du 21 août 2013 susvisé.

Article 3 : Niveaux de procédure d'urgence

La procédure d'urgence comporte deux niveaux.

Le niveau *d'information et de recommandation* recouvre des actions d'information de la population et de diffusion de recommandations comportementales ainsi que de recommandations sanitaires à l'attention des personnes vulnérables ou sensibles définies dans l'arrêté du 20 août 2014 susvisé.

En outre, dans le secteur de l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle, en application du Plan de Protection de l'Atmosphère, une mesure d'ordre réglementaire spécifique à l'autoroute A36 est mise en œuvre en complément des mesures d'information et de recommandation. Celle-ci est détaillée en annexe 1.

Le niveau *d'alerte* implique la mise en œuvre progressive de mesures d'urgence définies en annexe 2. Outre les actions déjà préconisées en situation d'information/recommandation, des mesures réglementaires de restriction visent la réduction des émissions atmosphériques polluantes.

Article 4 : Critères de déclenchement et de levée des procédures d'information-recommandation ou d'alerte

La caractérisation territoriale d'un épisode de pollution est définie à l'article 2 de l'arrêté interministériel du 7 avril 2016.

Les niveaux d'information-recommandation et d'alerte sont définis par :

	Polluants concernés : PM10, NO₂, O₃ ou SO₂
Information et recommandation	Dépassement ou prévision de dépassement du seuil d'information et de recommandation défini au code de l'environnement, notamment dans son article R221-1
Alerte	Dépassement ou prévision de dépassement du seuil d'alerte défini au code de l'environnement, notamment dans son article R221-1 ou Persistance de l'épisode de pollution aux particules PM10 ou à l'ozone définie à l'article 1 de l'arrêté interministériel du 7 avril 2016 modifié.

Levée des procédures :

Dès lors que les prévisions pour le lendemain et le surlendemain font état d'un retour sous les seuils, les procédures sont levées à partir du soir même à minuit. Si toutefois les prévisions météorologiques restent propices à la poursuite de l'épisode de pollution, et même si les prévisions des niveaux de pollution diminuent transitoirement en deçà des seuils réglementaires, alors les procédures sont maintenues ainsi que les mesures d'urgence le cas échéant.

Article 5 – Déclinaison des procédures d'urgence

Les modalités de déclenchement et de levée des procédures, l'information à diffuser et le contenu des mesures sont précisés en annexe 1 (niveau d'information et de recommandation) et en annexe 2 (niveau d'alerte).

En cas de pic de pollution, l'Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) évalue la situation chaque matin et en informe le Préfet ou son représentant ainsi que la DREAL.

Si un pic de pollution est constaté a posteriori, cet épisode est alors pris en considération dans l'appréciation globale de la situation en cas d'événement se prolongeant sur plusieurs jours. Dans le cas d'un épisode ponctuel, ce dernier ne donne pas lieu à un déclenchement de procédure. L'AASQA en informe toutefois le Préfet, la DREAL et l'ARS (information allégée sur dépassement en cours mentionnée en annexe 3).

Article 6 – Information du public et déclenchement des procédures

En application des articles R221-5 et R221-6 du code de l'environnement, l'AASQA diffuse l'information sur la qualité de l'air en permanence et la met à jour de façon régulière.

L'information comprend a minima :

- 1° Les derniers niveaux de concentration de polluants dans l'atmosphère mesurés et validés,
- 2° Pour chaque polluant surveillé, une comparaison du niveau de concentration avec les seuils de recommandation et d'information et les seuils d'alerte,
- 3° Des résultats agrégés sous la forme d'un indice de qualité de l'air.

Le préfet informe le public du déclenchement d'une procédure d'information ou d'alerte et de la mise en place de mesures d'urgences automatiques définies par le présent arrêté ou des mesures complémentaires qu'il a prises par arrêté préfectoral en situation d'alerte. Ces dernières prennent effet, sauf dispositions particulières prévues dans l'arrêté, dès l'information du public défini par le présent paragraphe et sans attendre la publication au recueil des textes administratifs.

Les documents diffusés doivent contenir les éléments rappelés en annexe 1 (§4) et annexe 2 (§2).

Conformément à l'article L221-6 du code de l'environnement, la mise en œuvre des actions d'information peut être déléguée à l'AASQA régionale. Les modalités et limites de cette délégation sont définies dans une convention préétablie entre l'AASQA et le préfet. Cette convention annuelle est tacitement reconduite.

Cette convention peut intégrer :

- ◆ la diffusion au public :
 - de l'information sur la situation constatée et prévue ;
 - de recommandations sanitaires et comportementales ;
 - des mesures d'urgence adoptées ;
- ◆ le remplissage des données de surveillance du portail national pic de pollution (Vigilance)
- ◆ en particulier cette information peut prendre la forme de messages préalablement convenus entre les services de la préfecture - de la DREAL – de la DRAAF – de l'ARS – de l'AASQA,

intégrant un catalogue de recommandations comportementales et messages sanitaires préétablies, ainsi que sur les mesures à déclenchement automatiques retenues.

- ◆ Cette information concerne également la levée des mesures.

La DREAL renseigne et met à jour quotidiennement sur le portail national Vigilance les données sur la situation relative aux procédures d'urgence engagées avec copie des communiqués diffusés et des arrêtés préfectoraux pris avant 16 heures.

Article 7 – Mise en place et levée des mesures d'urgence (niveau d'alerte)

En cas de dépassement prévu d'un seuil d'alerte ou en cas d'épisode persistant de pollution aux particules "PM10" ou à l'ozone, le préfet de département ou son représentant valide la proposition de l'AASQA de passage en procédure d'alerte. Les actions d'information et de recommandation sont menées conformément à l'article 6.

Le préfet consulte alors un comité d'actions composé, conformément à l'article 13 de l'arrêté du 7 avril 2016, des services déconcentrés de l'État concernés, de l'AASQA, de l'agence régionale de santé, du conseil régional, du conseil départemental, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et des autorités organisatrices de la mobilité, concernés par l'épisode de pollution. Cette consultation pourra se faire au travers de moyens de télécommunication adaptés aux contraintes d'échelles géographiques (en particulier le courriel et/ou la conférence téléphonique seront privilégiés dès qu'il s'agit d'un service ou organisme pouvant être sollicité simultanément par plusieurs départements).

Ce comité propose au préfet les mesures d'urgence à mettre en place, en complément des mesures automatiques. Ces mesures sont prises par arrêté préfectoral en situation d'alerte.

De manière à intervenir le plus précocement possible lors du déclenchement d'une procédure d'alerte, les mesures automatiques sont mises en œuvre systématiquement (sauf si des conditions spécifiques les rendent inutiles) sans attendre l'avis du comité d'actions et sans prise d'arrêté préfectoral en situation d'alerte. L'avis de ce comité d'actions sur les mesures automatiques est réputé rendu sur la base de la consultation sur le présent texte. Cet avis sera actualisé annuellement lors de la présentation annuelle du retour d'expérience de l'application du présent arrêté au CODERST.

En fin d'épisode de pollution atmosphérique, le préfet ou son représentant valide la proposition de l'AASQA de levée de la procédure d'alerte, les actions d'information sont menées conformément à l'article 6.

Article 8 – Articulation avec le préfet de zone de défense Est

Lorsque l'épisode de pollution touche plusieurs départements et selon le type et l'intensité de l'épisode de pollution, le préfet de zone de défense et de sécurité coordonne les actions prises par les préfets de département et assure la communication d'informations au niveau national.

De plus, le préfet de zone de défense et de sécurité peut aussi intervenir afin d'assurer la cohérence des mesures prises entre les différents départements. Dans ce cas, le préfet de département est informé avant 15h des actions décidées à l'échelle de la zone de défense.

Article 9 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 10 - Publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et fera l'objet d'une insertion dans deux journaux régionaux ou locaux.

Article 11 - Exécution

Madame la Directrice de Cabinet, Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie, Madame la Présidente de l'Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA), Monsieur le Directeur d'APRR, Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, Monsieur le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'ensemble des organismes visés en annexe.

Le Préfet

Régis BESANCENOT

ANNEXE 1

Mesures applicables en cas de pic de pollution de niveau INFORMATION ET RECOMMANDATION

1- Déclenchement de la procédure d'information et de recommandation (I/R)

En cas de dépassement ou de risque de dépassement du seuil I/R défini à l'article 4 du présent arrêté, La procédure d'information/recommandation est déclenchée conformément aux article 5 et 6. Le déclenchement pourra être fait soit sur prévision par modélisation, soit sur constat en stations de fond par l'AASQA.

La procédure I/R est déclenchée à l'échelle du l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle conformément à l'article 2 du présent arrêté.

Les modalités de déclenchement sont détaillées dans les instructions gouvernementales, en particulier l'instruction technique du 24 septembre 2014 susvisée.

2- Information des services, des collectivités et du public concernés

Les services, collectivités et le public concernés sont informés conformément à l'article 6.

En cas de déclenchement sur le territoire du PPA, en application de l'article 2 du présent arrêté, sont ainsi systématiquement concernés le Territoire de Belfort, le Doubs et la Haute-Saône.

Les organismes suivants sont informés, sous forme de courriel et SMS si disponible.

- Le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer (Bureau de la Qualité de l'Air)
- Le Laboratoire Central de Surveillance de la Qualité de l'Air
- Le Préfet
- Le Préfet de la zone de défense Est
- La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (siège et unité départementale)
- L'Agence Régionale de Santé - Centre Opérationnel de Réception et d'Orientation des Signaux Sanitaires
- La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
- La Direction Régionale de l'Ademe
- Le Rectorat de Région Académique
- Le Conseil Régional de l'Ordre des Médecins
- Le Conseil Régional
- La Direction Départementale des Territoires
- La Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations
- La Direction des services de l'Education Nationale
- Le Conseil Départemental
- Voies Navigables de France, Direction Territoriale Alsace
- Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre
- Les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM)
- L'APRR
- La Direction Interdépartementale des Routes de l'Est
- La Chambre de Commerce et d'Industrie
- La Chambre de Métiers et d'Artisanat
- La Chambre Interdépartementale d'Agriculture
- Le Centre d'Opération et de Renseignement de la Gendarmerie

- La Direction Départementale de la Sécurité Publique
- Le Service Départemental de l'Éducation Nationale

Les services de la préfecture relaient l'information aux maires et aux présidents des communautés de communes.

3- Diffusion de l'information via les « têtes de réseau »

- Pour l'ARS, les établissements de santé et médico-sociaux qui relèvent de sa compétence, les représentants des professionnels de santé (notamment le Conseil Régional de l'Ordre des Médecins), ainsi que les associations de malades qui en ferait la demande
- La DREAL s'assure de la transmission de l'information auprès des principales installations classées émettrices de polluants atmosphériques.
- La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt assure l'information auprès des chambres d'agriculture et des syndicats agricoles
- Le Rectorat de Région Académique assure l'information auprès des établissements scolaires
- Le Conseil Régional de l'Ordre des Médecins assure l'information des médecins du Département
- L'APRR assure l'information de ses usagers, via notamment sa station de radio « Autoroute Info »
- Les maires informés par les services préfectoraux relaient l'information à leurs administrés, aux écoles et associations à caractère sportif.
- La Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations assure l'information des associations sportives
- La Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale assure l'information des établissements scolaires relevant de sa compétence
- La Direction Départementale des Territoires assure l'information auprès des correspondants transport du département.

L'AASQA assure également l'information du public par le biais de son site internet régulièrement mis à jour conformément aux modalités précisées en article 6.

4- Contenu des messages d'information et de recommandation

Les documents établis conformément à l'article 6 comprennent a minima les informations prévues par la réglementation notamment à l'article 11 de l'arrêté du 7 avril 2016 modifié susvisé pour la caractérisation du pic et l'annexe de l'arrêté ministériel du 20 août 2014 susvisé pour les recommandations sanitaires. Ils présentent en outre les recommandations comportementales suivantes visant la réduction des émissions de polluants atmosphériques. Les recommandations sont définies en fonction de la nature de la pollution selon le tableau suivant. Certaines recommandations peuvent ne pas être retenues si elles s'avèrent inadaptées en fonction de la période de l'année.

Nota : si l'arrêté n'exclut pas le dioxyde de soufre qui est un polluant réglementé, l'occurrence d'une alerte sur SO₂ est extrêmement faible.

Secteur résidentiel et tertiaire	Pic PM10	Pic NO₂	Pic ozone
Ne pas surchauffer son logement - une température de 19°C étant estimée suffisante	X	X	
Éviter d'utiliser le bois et ses dérivés comme chauffage d'appoint ou d'agrément dans les logements où il n'est pas une source indispensable de chauffage	X		
Reporter l'utilisation d'outils à moteur thermique (tondeuse, groupe électrogène, ...)	X	X	X
Éviter d'utiliser des produits à base de solvants organiques (white-spirit, peinture, vernis décoratifs, produits de retouche automobile...)	X		X
Il est rappelé que le brûlage à l'air libre des déchets (y compris les végétaux) est interdit	X	X	X
Dans les établissements scolaires : adapter les cours d'éducation physique en évitant les efforts intenses pour les élèves vulnérables et sensibles telle que définis à l'arrêté du 20 août 2014 susvisé	X	X	
Dans les établissements scolaires : adapter les cours d'éducation physique en évitant les efforts intenses à l'extérieur pour les élèves vulnérables et sensibles telle que définis à l'arrêté du 20 août 2014 susvisé			X
Secteur des transports	Pic PM10	Pic NO₂	Pic ozone
Privilégier le covoiturage et les transports en commun	X	X	X
Adapter une conduite apaisée, couper le moteur à l'arrêt, limiter l'utilisation de la climatisation, entretien régulier du véhicule	X	X	X
Réduire sa vitesse si la limitation de vitesse est supérieure ou égale à 70 km/h, sauf pour les véhicules affichant le certificat CRIT'AIR zéro émission.	X	X	X
Pour les entreprises et administrations : - Réduire les déplacements automobiles non indispensables - Adapter les horaires de travail - Favoriser le télétravail.	X	X	X
Secteur agricole et forestier	Pic PM10	Pic NO₂	Pic ozone
Reporter les travaux du sol après le pic de pollution	X		

Reporter après le pic de pollution les épandages de fertilisants minéraux et organiques, à moins d'avoir recours à des procédés d'enfouissement rapides limitant la volatilisation de l'ammoniac (pendillard notamment)	X		
Dans les territoires où il n'est pas déjà interdit, éviter tout brûlage à l'air libre (écobuage, résidus de travaux forestiers, chaume, paille et autres sous-produits agricoles) et privilégier le broyage	X	X	X
Secteur industries, chantiers et carrières *	Pic PM10	Pic NO₂	Pic ozone
S'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de dépollution et mettre en place, le cas échéant, les dispositions prévues en cas de pollution de l'air dans les arrêtés préfectoraux	X	X	X
Reporter à la fin de l'épisode de pollution ou réduire certaines opérations émettrices de particules ou de précurseurs de particules : oxydes d'azote, composés organiques volatils, ammoniac, oxydes de soufre.	X		
Reporter à la fin de l'épisode de pollution ou réduire certaines opérations émettrices d'oxydes d'azote		X	
Reporter à la fin de l'épisode de pollution ou réduire certaines opérations émettrices de précurseurs d'ozone : composés organiques volatils, oxydes d'azote.			X
Réduire l'activité sur les chantiers générateurs de poussières et mettre en place les mesures compensatoires adaptées (arrosage, bâchage, etc.) ; Se référer aux fiches de bonnes pratiques en annexe 5.	X		
Réduire l'utilisation de groupes électrogènes	X	X	X
Reporter le démarrage des unités à l'arrêt	X	X	X
Utiliser les systèmes de dépollution renforcés existant	X	X	X

* : Les mesures concernant l'industrie, les chantiers et les carrières visent en particulier les installations classées pour la protection de l'environnement (carrières, centrales d'enrobage, implantations industrielles émettrices de particules (PM), oxydes d'azote (NO_x), oxydes de soufre (SO_x), ammoniac (NH₃) ou composés organiques volatils (COV), ainsi que les chantiers mettant en œuvre des matériaux pulvérulents. Les principales installations classées (sauf ICPE de type agricole) émettrices de polluants atmosphériques sont suivies et contrôlées par la DREAL. Leur liste est communiquée à l'AASQA qui l'intègre à la diffusion du message d'information/recommandation.

5- Mesure d'ordre réglementaire propre au Plan de Protection de l'Atmosphère de l'Aire Urbaine en cas de pic de pollution aux particules PM10

Cette mesure est déclenchée sur le territoire concerné par le PPA de l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle en cas de prévision par l'AASQA d'un dépassement du seuil d'information et de recommandation sur tout ou partie de ce territoire.

Sur l'A36, les limitations de vitesses sont réduites de 20 km/h par rapport aux limitations existantes supérieures ou égales à 90 km/h. Ces limitations s'appliquent :

- Dans le sens Besançon-Mulhouse, à partir du PMV de Saint-Georges d'Armont (PR76,3) jusqu'à la limite Territoire de Belfort/Haut-Rhin
- Dans le sens Mulhouse-Besançon, à partir du PMV d'Angeot (PR20,9) jusqu'au PMV de Blussans (PR 71,1).

Ne sont pas concernées par la réduction des vitesses les catégories de véhicules suivantes :

- Les véhicules des forces de l'ordre, de la sécurité civile,
- Les véhicules des services d'incendie et de secours
- Les véhicules d'urgence médicale (SAMU-SMUR)
- Les véhicules affichant le certificat CRIT'AIR « zéro émission »

L'information prévue à l'article R411-19 du code de la route se fait par la diffusion d'un communiqué de presse par la préfecture au plus tard à 19h à au moins deux journaux quotidiens diffusés dans l'Aire Urbaine et à deux stations de radio ou de télévision émettant dans l'Aire Urbaine.

De plus, les services des préfectures assurent a minima l'information des maires des communes du département riveraines de l'A36 (liste ci-dessous).

Communes du Territoire de Belfort riveraines de l'autoroute A36 :

Trévenans	Danjoutin	Ménoncourt
Châtenois les Forges	Belfort	Béthonvillers
Bermont	Pérouse	Lagrange
Dorans	Denney	Larivière
Sévenans	Bessoncourt	Vauthiermont
Andelnans	Phaffans	Angeot
Botans	Lacollonge	

Ces réductions des limitations de vitesses sont indiquées sur les panneaux à messages variables de type PMV ou PMVA de l'A36 sur la zone concernée. Néanmoins, les messages d'urgence pour des raisons de sécurité (accidents, danger sur la voie...) restent prioritaires. L'état de mise en place de cette mesure fait l'objet d'une information actualisée de la préfecture par APRR.

La mesure est effective le lendemain du jour de déclenchement à partir de 7h00.

L'information des usagers de l'autoroute est réalisée par la société APRR (via notamment les Panneaux à Message Variable et la station de radio « Autoroute Info ») à partir de 7h et jusqu'à la levée de la procédure.

Un renforcement des contrôles de vitesse des véhicules légers et poids lourds est mis en œuvre lors de ces périodes. Au titre de l'article R411-19 du code de la route, le fait de contrevenir aux limitations de vitesses imposées en cas de pic de pollution est puni de l'amende prévue pour les contraventions de deuxième classe.

6- Levée de la procédure d'information et de recommandation

La procédure d'information-recommandation est levée sur constat de l'absence de prévision de dépassement du seuil d'information-recommandation le jour suivant et en tenant compte des dispositions de l'annexe 3. En fonction de l'évolution de la situation à J+2, un examen au cas par cas peut conduire au maintien de la procédure pour éviter des déclenchements/levées successifs.

Les organismes listés au paragraphe 2 sont informés, en indiquant a minima :

- Un rappel des caractéristiques de l'épisode passé : polluant(s) en jeu, date de déclenchement, durée, territoire concerné
- Les prévisions concernant l'évolution des concentrations
- La levée des mesures déclenchées

Les données du site de l'AASQA sont également mises à jour.

Les « têtes de réseau » mentionnés au paragraphe 3 relaient l'information auprès de leur réseau respectif.

Les services de la préfecture assurent l'information des maires et des présidents des communautés de communes.

Spécificités de la levée de la mesure propre au Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)

Le constat d'absence de prévision de dépassement intègre les parties du territoire du PPA de l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle se situant hors du département concerné.

La mesure est levée au plus tôt le soir de son déclenchement à 24h. L'APRR suspend alors les messages affichés sur les PMV et PMVA.

Les services des préfectures informent les maires des communes précitées au paragraphe 5 de la levée de la mesure.

ANNEXE 2

Mesures applicables en cas de pic de pollution de niveau ALERTE

1- Déclenchement de la procédure d'alerte

En cas de dépassement ou de risque de dépassement du seuil d'alerte ou de persistance défini à l'article 4 du présent arrêté, le déclenchement de la procédure d'alerte est réalisé conformément à l'article 7. Le déclenchement pourra être fait soit sur prévision par modélisation, soit sur constat en stations de fond par l'AASQA.

La procédure d'alerte est déclenchée à l'échelle du l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle conformément à l'article 2 du présent arrêté.

Les modalités de déclenchement sont détaillées dans les instructions gouvernementales en particulier l'instruction technique du 24 septembre 2014 susvisée.

2- Information des services, des collectivités et du public concernés

Les services, collectivités et le public concernés sont informés conformément à l'article 6.

L'information est transmise aux organismes listés à l'annexe 1 ainsi qu'à la Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Nord-Est, sous forme de courriel et SMS si disponible.

Les services de la préfecture relaient l'information aux maires et aux communautés de communes.

Les documents établis conformément à l'article 6 comprennent a minima les informations prévues par la réglementation notamment à l'article 11 de l'arrêté du 7 avril 2016 révisé susvisé pour la caractérisation du pic et intègrent les recommandations sanitaires prévues à l'annexe de l'arrêté ministériel du 20 août 2014 modifié susvisé. Ils présentent en outre les recommandations comportementales visant la réduction des émissions de polluants atmosphériques. Ils informent des mesures réglementaires mise en œuvre de manière automatique lors du déclenchement de la procédure d'alerte et des mesures complémentaires prises après avis du comité d'actions par arrêté préfectoral, durant le pic de pollution. Cette information, suivant sa nature, peut être réalisée par bulletin d'information ou communiqué de presse, être publiée par la préfecture ou être partiellement déléguée à l'AASQA dans les conditions définies par la convention prévue à l'article 6.

L'AASQA assure également l'information du public par le biais de son site internet régulièrement mis à jour conformément aux modalités précisées en article 6.

Durant l'épisode de pollution, l'AASQA tient régulièrement informé le Préfet de toute évolution de la situation.

En cas de déclenchement sur le territoire du PPA, en application de l'article 2 du présent arrêté, sont ainsi systématiquement concernés le Territoire de Belfort, le Doubs et la Haute-Saône.

Les « têtes de réseau » mentionnées à l'annexe 1 (§3) relaient l'information auprès de leur réseau.

3- Consultation d'un comité d'actions

Conformément à l'article 7, ce comité regroupe les Directeurs ou Présidents (ou leurs représentants) des organismes suivants :

- La Direction Départementale des Territoires
- La Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations
- Le Conseil Départemental
- Les Etablissements Publics de Coopération Communale (EPCI) à fiscalité propre
- Les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM)

La consultation de ce comité peut être faite à distance par le Préfet, par courriel, téléphone, conférence téléphonique ou visioconférence, en particulier dès qu'il s'agit d'un service ou organisme pouvant être sollicité simultanément par plusieurs départements. Afin de ne pas bloquer le processus, les réponses sont attendues sous un délai bref. En l'absence de réponse, les avis sont réputés favorables.

Le Préfet peut également associer à ce comité les Commandants de Groupement de Gendarmerie

A l'échelon régional, les services régionaux concernés sont :

- L'AASQA régionale
- La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- L'Agence Régionale de Santé - Centre Opérationnel de Réception et d'Orientation des Signaux Sanitaires
- La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
- Le Conseil Régional

Cet échelon régional se constitue autour de la DREAL en cellule régionale d'appui à l'attention des préfetures de Département. Cette cellule est sollicitée par courriel, téléphone, conférence téléphonique ou visioconférence.

Suite à la consultation de ce comité, le Préfet peut alors proposer, en plus des mesures automatiques prévues dans le cadre du présent arrêté, une série de mesures complémentaires, telles que prévues au paragraphe 4.

Si l'épisode de pollution perdure, le Préfet peut consulter à nouveau le comité d'actions pour renforcer le dispositif d'actions déjà en place ou en mettre en œuvre de nouvelles.

Dans l'aire du PPA, le Préfet du Territoire de Belfort réunit ce comité en associant les comités d'actions du Doubs et de la Haute-Saône sous la présidence des préfets du Doubs et de la Haute-Saône ou de leur représentant.

4- Mesures d'ordre réglementaire

Le Préfet met en œuvre tout ou partie des mesures réglementaires de réduction des émissions listées dans l'arrêté du 7 avril 2016 en vue d'une réponse la mieux adaptée aux circonstances et proportionnée aux caractéristiques de la pollution (origine des émissions, zone concernée, ...).

Le présent arrêté précise les mesures (mesures « A ») à mettre en place automatiquement en fonction des polluants (PM10, NO₂ ou Ozone) ainsi que les mesures complémentaires (mesures « C ») susceptibles d'être mises en œuvre sur la base d'un arrêté préfectoral spécifique.

Les recommandations et mesures automatiques sont définies en fonction de la nature de la pollution, selon le tableau suivant. Certaines recommandations et mesures automatiques peuvent ne pas être retenues si elles s'avèrent inadaptées en fonction de la période de l'année.

L'opportunité de mise en place des mesures complémentaires est à évaluer en fonction de la nature de la pollution, de son intensité et de la période de l'année, selon ce tableau :

Nota : si l'arrêté n'exclut pas le dioxyde de soufre qui est un polluant réglementé, l'occurrence d'une alerte sur SO₂ est extrêmement faible.

Secteur résidentiel et tertiaire	Mesure A ou C	Pic PM10	Pic NO ₂	Pic ozone
<i>En cas de pic de pollution aux particules ou au dioxyde d'azote :</i>				
Interdiction totale du brûlage des déchets verts à l'air libre : c'est-à-dire suspension des éventuelles dérogations, y compris pour raisons phytosanitaires ou agronomiques.	A	X	X	
<i>En cas de pic de pollution à l'ozone :</i>				
Interdiction totale du brûlage des déchets verts à l'air libre : c'est-à-dire suspension des éventuelles dérogations, y compris pour raisons phytosanitaires ou agronomiques.	C			X
Interdiction d'utilisation du bois et ses dérivés comme chauffage d'appoint ou d'agrément dans tous les logements, dès lors qu'il n'est pas une source indispensable de chauffage. <i>Nota : les infractions à une prescription du PPA sont sanctionnées, en application de l'article R226-8 du code de l'environnement.</i>	A	X		
Interdire l'utilisation de produits à base de solvants organiques (white-spirit, peinture, vernis décoratifs, produits de retouche automobile, ...) en dehors d'un usage de sécurité ou professionnel	C	X		X
Interdire l'utilisation d'outils à moteurs thermiques (groupes électrogènes, tondeuses, ...) en dehors d'un usage de sécurité ou professionnel	C	X	X	X
Adapter ou interdire les rencontres ou compétitions sportives	C	X	X	X
Dans les établissements scolaires : adapter les cours d'éducation physique en évitant les efforts intenses, et en dispensant les élèves vulnérables et sensibles telle que définis à l'arrêté du 20 août 2014 susvisé	C	X	X	
Dans les établissements scolaires : adapter les cours d'éducation physique en évitant les efforts intenses à l'extérieur	C			X

Secteur des transports	Mesure A ou C	Pic PM10	Pic NO ₂	Pic ozone
<p>Les catégories de véhicules suivantes ne sont pas concernées par la réduction des vitesses ou les restrictions de circulation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les véhicules des forces de l'ordre, de la sécurité civile, • Les véhicules des services d'incendie et de secours • Les véhicules d'urgence médicale (SAMU-SMUR) • Les véhicules affichant le certificat CRIT'AIR « zéro émission » 				
<p>Pour un pic de pollution aux particules :</p> <p>En zone PPA, en complément des limitations de vitesse sur l'A36 réalisées en application de l'annexe 1, le préfet limite la vitesse à 70 km/h dès lors que la limitation existante est supérieure ou égale à 80 km/h, sur tous les axes routiers de l'Aire Urbaine hors A36.</p> <p>La carte des axes routiers sur le périmètre du PPA (Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle) est donnée en annexe 4. La mesure est applicable le lendemain du déclenchement à partir de 7h.</p>	A	X		
<ul style="list-style-type: none"> • Pour un pic de pollution à l'ozone ou au dioxyde d'azote : <p>Sur l'A36, les limitations de vitesses sont réduites de 20 km/h par rapport aux limitations existantes supérieures ou égales à 90 km/h. Ces limitations s'appliquent sur le territoire de l'Aire Urbaine, c'est-à-dire:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le sens Besançon-Mulhouse, à partir du PMV de Saint-Georges d'Armont (PR76,3) jusqu'à la limite Territoire de Belfort/Haut-Rhin • Dans le sens Mulhouse-Besançon, à partir du PMV d'Angeot (PR20,9) jusqu'au PMV de Blussans (PR 71,1). <p>La mesure est applicable le lendemain du déclenchement à partir de 7h.</p>	C		X	X
<p>Intensifier les contrôles de vitesse et de pollution de tous les types de véhicules (deux-roues, poids lourds, véhicules légers...)</p>	A	X	X	X
<p>Abaisser temporairement de 20 km/h les vitesses maximales autorisées sur les axes routiers localisés dans la zone concernée par l'épisode de pollution, sans toutefois descendre au-dessous de 70 km/h.</p> <p>La mesure est applicable le lendemain du déclenchement à partir de 7h.</p>	C	X	X	X
<p>Pour la partie au-delà de la zone PPA :</p> <p>Sur le réseau autoroutier, abaisser temporairement de 20 km/h les vitesses maximales autorisées dans la zone concernée par l'épisode de pollution, sans toutefois descendre au-dessous de 110 km/h.</p>	A	X	X	X

La mesure est applicable le lendemain du déclenchement à partir de 7h.				
Limiter le trafic routier des poids lourds en transit dans certains secteurs géographiques, voire les en détourner en les réorientant vers des itinéraires de substitution lorsqu'ils existent, en évitant toutefois un allongement significatif du temps de parcours.	C	X	X	X
Circulation différenciée en agglomération : Seuls les véhicules affichant le certificat CRIT'AIR de niveaux « zéro émission », 1, 2 ou 3 peuvent circuler. Cela correspond à interdire la circulation aux véhicules Diesel dont la première mise en circulation est antérieure au 1 ^{er} janvier 2006 (Niveaux Crit'Air 4 et 5), la carte grise faisant foi. L'infraction à cette disposition relève de contraventions définies à l'article R411-19 du code de la route. Cette mesure peut être au besoin renforcée en fonction de l'ampleur du pic de pollution.	C	X	X	X
Modifier le format des épreuves de sport mécaniques (terre, eau, air) en réduisant les temps d'entraînement et d'essai	C	X	X	X
Reporter les essais moteur et les tours de piste d'entraînement des avions, conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 7 avril 2016	C	X	X	X
Secteur agricole et forestier	Mesure A ou C	Pic PM10	Pic NO₂	Pic ozone
Le brûlage à l'air libre est interdit (écobuage, résidus de travaux forestier, chaume, paille, et autres sous-produits agricoles). Toute dérogation à cette règle est reportée à la fin de l'épisode de pollution.	A	X	X	
Le brûlage à l'air libre est interdit (écobuage, résidus de travaux forestiers, chaume, paille, et autres sous-produits agricoles). Toute dérogation à cette règle est reportée à la fin de l'épisode de pollution.	C			X
Reporter après le pic de pollution les épandages de fertilisants minéraux et organiques, à moins d'avoir recours à des procédés d'enfouissement rapides limitant la volatilisation de l'ammoniac (pendillards, arrosage concomitant de 10 à 15 mm d'eau, ...) Cette mesure doit prendre en compte les contraintes existantes	C	X		

visant à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates, notamment l'interdiction d'épandage en cas de pluie.				
Reporter les travaux du sol après le pic de pollution	C	X		
Secteur industries, chantiers et carrières	Mesure A ou C	Pic PM10	Pic NO₂	Pic ozone
<p>Ces mesures concernent en particulier les installations classées pour la protection de l'environnement (carrières, centrales d'enrobage, implantations industrielles émettrices de PM, SO_x, NH₃, NO_x ou COV), ainsi que les chantiers mettant en œuvre des matériaux pulvérulents.</p> <p>Les principales installations classées émettrices de polluants atmosphériques sont suivies et contrôlées par la DREAL. Leur liste est communiquée à l'AASQA qui l'intègre à la diffusion du message d'alerte.</p>				
Mettre en place les dispositions prévues dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter des ICPE en cas de pollution de l'air.	A	X	X	X
Utiliser les systèmes de dépollution renforcés	C	X	X	X
Réduire l'activité sur les chantiers générateurs de poussières ou recourir à des mesures compensatoires (arrosage, bâchage, ...). Se référer aux fiches de bonnes pratiques en annexe 5.	A	X		
Interdire l'utilisation de groupes électrogènes, sauf pour raison de sécurité	C	X	X	X
Reporter le démarrage d'unités ou les phases d'essais à la fin de l'épisode de pollution	C	X	X	X
Collectivités	Mesure A ou C	Pic PM10	Pic NO₂	Pic ozone
Les collectivités ayant défini des plans d'urgence mettent en œuvre les actions les plus adaptées	A	X	X	X

Les mesures applicables aux secteurs agricole et industriel sont prises dans le respect des conditions de l'article 6 de l'arrêté interministériel du 7 avril 2016.

5- Dispositions spécifiques aux mesures de réduction des vitesses maximales autorisées sur le réseau routier

L'article R411-19 du code de la route, en sa version du 1^{er} juillet 2017, précise d'une part :

« Pour les mesures propres à limiter l'ampleur et les effets des pointes de pollution sur la population, le préfet définit le périmètre des zones concernées, les mesures de suspension ou de restriction de la

circulation, notamment par la réduction des vitesses maximales autorisées, qu'il est susceptible de prendre et les modalités de publicité et d'information préalables des usagers en cas de mise en oeuvre de ces mesures. Ces modalités comportent au minimum l'information des maires intéressés et, sauf en cas de réduction des vitesses maximales autorisées ou de déviation de circulation faisant l'objet d'une signalisation routière conforme à l'article R.411-25, la transmission d'un communiqué d'information à deux journaux quotidiens et à deux stations de radio ou de télévision, au plus tard à dix-neuf heures la veille de la mise en oeuvre de ces mesures, afin de permettre sa diffusion dans les meilleurs délais. »

Les mesures mentionnées à l'alinéa précédent peuvent comporter l'interdiction de circulation des véhicules certains jours en fonction de leur identification prévue à l'article L. 318-1 du code de la route.

d'autre part :

« Le fait, pour tout conducteur, de contrevenir aux mesures de suspension ou de restriction de la circulation mentionnées au présent article, ou de circuler dans le périmètre des restrictions de circulation instaurées sans que le véhicule soit identifié conformément aux dispositions de l'article L. 318-1 et des textes pris pour son application, est puni de l'amende prévue pour les contraventions :

1° De la quatrième classe, lorsque le véhicule relève des catégories M2, M3, N2 ou N3 définies à l'article R. 311-1 ;

2° De la troisième classe, lorsque le véhicule relève des catégories M1, N1 ou L.

L'immobilisation du véhicule peut être prescrite dans les conditions prévues aux articles L.325-1 à L.325-3 du code de la route.»

Ces mesures sont réalisées conformément à l'article 7 du présent arrêté.

L'information des maires et des présidents de communauté de communes est réalisée par les services de la préfecture.

La carte des axes routiers sur le périmètre du PPA fournie en annexe 4 peut servir de support à l'information donnée à la population.

6- Levée de la procédure d'alerte

La procédure d'alerte est levée par le Préfet ou son représentant sur proposition de l'AASQA après constat de l'absence de prévision de dépassement du seuil d'alerte le jour suivant et en tenant compte des dispositions de l'annexe 3. En fonction de l'évolution de la situation à J+2, un examen au cas par cas peut conduire au maintien de la procédure pour éviter des déclenchements/levées successifs.

Sur la zone PPA, le constat d'absence de prévision de dépassement doit intégrer les parties du territoire de l'Aire Urbaine se situant hors du département.

Les organismes listés en annexe 1 sont informés de cette levée réalisée en application de l'article 6. Elle intègre a minima :

- Un rappel des caractéristiques de l'épisode passé : polluant(s) en jeu, date de déclenchement, durée, territoire concerné
- Les prévisions concernant l'évolution des concentrations
- La levée des mesures enclenchées

Les services de la préfecture, en fonction des dispositions de l'article 6 et de la délégation donnée à l'AASQA, assurent l'information de la levée des mesures d'alerte auprès des maires et des organismes listés en annexe 1.

Les mesures sont levées suite à la diffusion des informations correspondantes et au plus tôt 24 heures après leur déclenchement.

Les données du site de l'AASQA sont également mises à jour.

Les « fêtes de réseau » mentionnés en annexe 1 (§3) assurent l'information auprès de leur réseau respectif.

Annexe 3 : Niveau de procédure à déclencher

Le niveau de procédure à déclencher est proposé par ATMO F-C suivant le tableau suivant :

OK : pas de dépassement (situation conforme)
> seuil IR : dépassement ou risque de dépassement du seuil d'information-recommandation
> seuil alerte : dépassement ou risque de dépassement du seuil d'alerte

Procédure en cours définie hier (J-1) pour aujourd'hui (J)	Niveau de pollution pour aujourd'hui (J)	Niveau de pollution pour demain (J+1)	Niveau de procédure à déclencher avant J. 16h jusqu'au lendemain (J+1) 24h	
Aucune procédure en cours	OK	OK	Aucune procédure	
		> seuil IR	Procédure IR	
		> seuil alerte	Procédure d'alerte	
	> seuil IR	OK	Information allégée sur dépassement en cours ^(D)	
		> seuil IR	Procédure d'alerte pour O ₃ et PM10 ^(B)	
		> seuil alerte	Procédure IR pour NO _x	
		> seuil alerte	Procédure d'alerte	
	> seuil alerte	OK	Information allégée sur dépassement en cours ^(D)	
		> seuil IR	Procédure d'alerte pour O ₃ et PM10 ^(B)	
		> seuil alerte	Procédure IR ^(A) pour NO _x	
	Procédure IR	OK	OK	Levée de procédure ^(C)
			> seuil IR	Procédure IR
> seuil alerte			Procédure d'alerte	
> seuil IR		OK	Levée de procédure ^(A)	
		> seuil IR	Procédure d'alerte ^(B)	
		> seuil alerte	Procédure d'alerte	
> seuil alerte		OK	Levée de procédure ^(A)	
		> seuil IR	Procédure d'alerte ^(B)	
		> seuil alerte	Procédure d'alerte	
Procédure d'alerte		OK	OK	Levée de procédure
			> seuil IR	Procédure IR ^(A)
			> seuil alerte	Procédure d'alerte
	> seuil IR	OK	Levée de procédure ^(A)	
		> seuil IR	Procédure d'alerte ^(B)	
		> seuil alerte	Procédure d'alerte	
	> seuil alerte	OK	Levée de procédure ^(A)	
		> seuil IR	Procédure d'alerte ^(B)	
		> seuil alerte	Procédure d'alerte	

(A) : Pour ces cas en particulier, l'examen de la situation attendue à J+2 (si elle est disponible) peut conduire l'AASQA à proposer le maintien de procédures pour éviter des effets de déclenchements / levées de procédure successifs.

(B) : Persistance

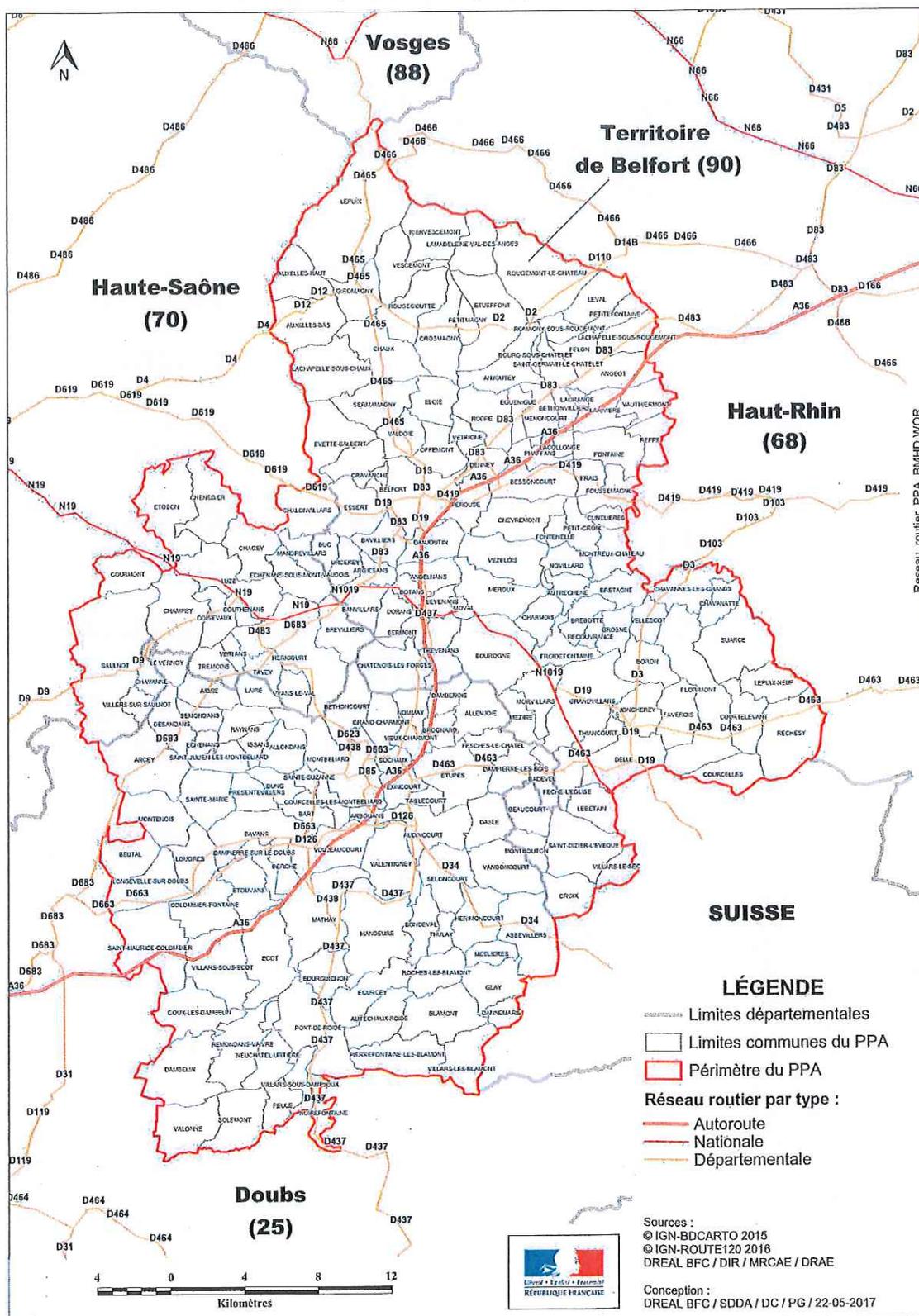
(C) : ou information allégée si l'épisode de la veille est constaté a posteriori

(D) : avec information des services de l'État et renseignement du portail national Vigilance

Nota : les jours pour lesquels la procédure IR a été déclenchée « à tort » (c'est à dire où le dépassement n'a finalement pas été constaté) ne sont pas comptabilisés pour la prise en compte de la persistance de l'épisode.

Annexe 4

LE RÉSEAU ROUTIER DU PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE DE BELFORT, MONTBÉLIARD, HÉRICOURT, DELLE



Annexe 5

Fiches chantiers et qualité de l'air

CHANTIERS DE CONSTRUCTION / REHABILITATION

Objectifs : Réduire les émissions de particules et de gaz d'échappement

BONNES PRATIQUES

BASE

- Humidifier le sol afin d'éviter l'envol de poussières
- Recouvrir les matériaux fins ou pulvérulents d'une bâche lors des transports et les stocker à l'abri du vent
- Privilégier les techniques constructives qui limitent les rejets de poussière dans l'air, comme par exemple :
 - des outils avec des systèmes de piégeage des poussières
 - des pulvérisateurs anti-poussière
 - le travail à l'humide (ex : scies circulaires)
- Usage d'enduit et de béton prêts à l'emploi
- Nettoyage régulier du chantier
- Éviter l'épandage et la manutention de produits pulvérulents ou volatiles en cas de vent (> 15 km/h)
- Ne pas laisser plus d'une heure entre l'épandage et le malaxage de produit volatiles ou pulvérulents
- Identifier les risques (lecture de l'étiquette, collecte de la fiche de données de sécurité)
- Réaliser la liste des produits dangereux utilisés sur le chantier et estimer les quantités correspondantes
- Limiter la quantité de produits présents
- Mettre en place et optimiser les aires de stockage
- Couper les moteurs des véhicules en stationnement (y compris pendant les livraisons)
- Entretenir le matériel et les véhicules
- Privilégier le matériel électrique au matériel thermique
- Favoriser les filières courtes pour l'approvisionnement des matériaux et la gestion des déchets (www.dechets-chantier.ffbatiment.fr ; www.excedents-chantiers.fntp.fr)
- Mettre en relation les besoins des chantiers et les filières fournisseurs de matériaux



EXEMPLARITE

- Etudier les possibilités de substitution d'un produit dangereux par un produit moins ou non dangereux, comme par exemple :
 - des colles sans solvant et à base de résine acrylique

- des peintures en phase aqueuse
 - des huiles de décoffrage végétales ou des systèmes coffrants sans huile
 - des produits labellisés «NF Environnement» ou « Ecolabel »
 - des colles à l'eau pour les revêtements de sols
 - l'utilisation d'essences de bois nécessitant peu de traitements
- Surveillance de la pollution émise par les chantiers les plus sensibles (contact auprès de l'association de surveillance de la qualité de l'air régionale) et alerte en cas de pic de pollution
 - Lavage des roues des camions avant de sortir du chantier
 - Compactage des plates-formes par voie humide
- Privilégier les motorisations de véhicules conformes aux normes Euro 5 et 6

POINTS DE VIGILANCE

- Rappel : le brûlage à l'air libre des déchets est interdit. Ils doivent être orientés vers les filières de traitement adaptées (cf. art. L541-2 du Code de l'environnement)
- Attention aux consommations d'eau (gestion raisonnée, l'arrosage pour éviter l'envol de poussières doit être optimisé)
- Prévoir les installations électriques suffisantes
- Lutter contre la dissémination de l'ambrosie : cf. arrêtés préfectoraux en vigueur (cf. site ARS, rubrique santé environnementale)

CHANTIERS DE DECONSTRUCTION

Objectifs : Réduire les émissions de particules et de gaz d'échappement

BONNES PRATIQUES

BASE

- Humidifier le sol afin d'éviter l'envol de poussières
- Recouvrir les matériaux fins ou pulvérulents d'une bâche lors des transports et les stocker à l'abri du vent
- Utiliser une goulotte pour évacuer les matériaux de déconstruction
- Travailler à l'humide pour les scies circulaires
- Nettoyer régulièrement le chantier
- Eviter la démolition à l'explosif
- Couper les moteurs des véhicules en stationnement (y compris pendant les livraisons)
- Privilégier le matériel électrique au matériel thermique
- Entretien régulièrement le matériel et les véhicules



EXEMPLARITE



- Lavage des roues des camions avant de sortir du chantier
- Compactage des plates-formes par voie humide
- Privilégier la déconstruction à la pince
- Favoriser les filières courtes pour la gestion des déchets : www.dechets-chantier.ffbatiment.fr et <http://www.excedents-chantier.fntp.fr/>
- Privilégier les motorisations de véhicules conformes aux normes Euro 5 et 6

POINTS DE VIGILANCE

- Rappel : le brûlage à l'air libre des déchets est interdit. Ils doivent être orientés vers les filières de traitement adaptées (cf. art. L541-2 du Code de l'environnement)
- Le réemploi sur le chantier évite le transport des matériaux. Attention cependant, les installations mobiles de concassage peuvent émettre beaucoup de poussières
- Attention aux consommations d'eau (gestion raisonnée, l'arrosage pour éviter l'envol de poussières doit être optimisé)
- Prévoir les installations électriques suffisantes
- Lutter contre la dissémination de l'ambroisie (www.ambroisie.info/pages/doc.htm) et respecter les arrêtés préfectoraux en vigueur (cf. site ARS, rubrique santé environnementale)
- Respecter les procédures amiante (cf. décret n°2012-639 relatif au risque d'exposition à l'amiante)

Préfecture

90-2017-08-28-003

Avis de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Territoire de Belfort du 22-08-17 - Dossier E. LECLERC à Valdoie -Permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale.

PREFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

Préfecture

Service d'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles
Bureau de la Coordination Interministérielle
Affaire suivie par : Anne PROFIT
Tél : 03 84 57 15 78
Courriel : anne.profit@territoire-de-belfort.gouv.fr
Et Laetitia LENTZ
Tél. : 03 84 57 16 60
Courriel : laetitia.lentz@territoire-de-belfort.gouv.fr

AVIS N°
DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT
COMMERCIAL PORTANT SUR UNE DEMANDE DE PERMIS DE
CONSTRUIRE VALANT AUTORISATION D'EXPLOITATION COMMERCIALE
COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT COMMERCIAL DU
TERRITOIRE DE BELFORT

Aux termes de ses délibérations du 22 août 2017, sous la présidence de Monsieur
le Sous-Préfet du Territoire de Belfort

- VU le code de commerce ;
- VU le code de l'urbanisme ;
- VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- VU la loi n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;
- VU le décret n°2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2015 089-0001 du 30 mars 2015 portant composition de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Territoire de Belfort, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 90-2017-03-27-001 du 27 mars 2017 et n°90-2017-04-11-001 du 11 avril 2017 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 90-2017-03-15-002 du 15 mars 2017 portant délégation de signature à Monsieur Joël DUBREUIL, Sous-Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort ;
- VU l'arrêté préfectoral n° BCI 2017-07-18-003 du 18 juillet 2017 fixant la composition de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Territoire de Belfort pour l'examen de la présente demande d'avis ;



La Préfecture du Territoire de Belfort est labellisée "Qualipref" par AFNOR Certification
1 rue Bartholdi – 90 020 BELFORT Cedex - Tél 03.84.57.00.07 - Fax. 03 84 21 32 62
<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr>



- VU la demande de permis de construire enregistrée le 28 juin 2017 en mairie de Valdoie sous le n° 090099 17 A0008, reçue et enregistrée par le secrétariat de la CDAC le 4 juillet 2017 sous le n°003-2017, dossier présenté par la SAS Belfort Distribution-BELDIS, 1 avenue du Général de Gaulle, à Belfort, représentée par son Président, M. Philippe BOURRON, pour la création d'un point permanent de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, organisé pour l'accès en automobile, disposant de six pistes de ravitaillement avec une emprise au sol affectée au retrait des marchandises de 280 m², à l'enseigne LECLERC, - et de l'aménagement de 4 cellules commerciales, non soumise à autorisation d'exploitation commerciale, - sur la commune de Valdoie.
- VU le rapport d'instruction du 4 août 2017, présenté par la Direction Départementale des Territoires ;

APRES qu'en aient délibéré les membres de la commission le mardi 22 août 2017:

- Mme Corinne COUDEREAU, Maire de la commune d'implantation, Valdoie,
- M. Jacques SERZIAN, Vice-Président de Grand Belfort Communauté d'Agglomération,
- M. Jean-Marie HERZOG, Président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale,
- M. Eric KOEBERLE, Vice-Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort,
- M. Jean-Pierre CUENIN, Maire de VEZELOIS, représentant les maires au niveau départemental,
- Mme Sylvie RIPPLING, personnalité qualifiée en matière de consommation et de protection des consommateurs,
- Mme Johanna GUARDIA, personnalité qualifiée en matière de consommation et de protection des consommateurs,
- M. Jean-Claude GIROUD, personnalité qualifiée en matière de développement durable et d'aménagement du territoire,
- M. Gérard GROUBATCH, personnalité qualifiée en matière de développement durable et d'aménagement du territoire,

APRES avoir entendu M. Philippe BOURRON, Président de la S.A.S Belfort Distribution-BELDIS.

CONSIDERANT :

- Qu'en matière d'aménagement du Territoire, le choix de l'implantation est cohérent avec les orientations locales de développement urbain.

Le projet est implanté au sein de la partie actuellement urbanisée de la commune de Valdoie où les constructions sont autorisées. Il respecte la règle de constructibilité limitée, fixée par le règlement national d'urbanisme dont relève la commune de Valdoie.

Le projet prend en compte les orientations définies par le SCOT du Territoire de Belfort. En effet, Valdoie fait partie des communes de l'agglomération de Belfort, considérée par le SCOT comme un pôle. Le SCOT précise que les pôles sont destinés à accueillir, notamment, la majeure partie des équipements commerciaux qui concourent à la dynamique du territoire qui les compose. Ainsi, Valdoie a vocation à accueillir des activités commerciales de proximité et de semi-proximité. Par conséquent, le projet est compatible avec le SCOT.

Il devrait impacter faiblement le flux de circulation actuel sur l'axe routier structurant la zone de chalandise.

- Qu'en matière de développement durable, le projet ne présente pas d'impact négatif.

Le projet sera implanté dans des locaux à usage commercial existants. Son implantation évitera la constitution d'une friche commerciale et n'entraînera pas de consommation d'espace naturel, agricole ou forestier supplémentaire.

Le projet limite l'imperméabilisation des sols dans la mesure où il s'implante sur un terrain déjà urbanisé.

Par ailleurs, le projet prévoit de réduire les surfaces imperméabilisées grâce à la création de 534 m² d'espaces verts de pleine terre, correspondant à 10 % de l'assiette foncière et à une hausse de 750 % par rapport aux espaces verts existants.

En complément, toutes les façades recevront en partie un parement en bois et seront complétées par des plantes grimpantes. La végétalisation de la toiture de l'auvent du drive est également prévue.

L'ensemble de ces éléments concourent à l'insertion paysagère et architecturale du projet dans son environnement.

- Que le projet s'inscrit dans les nouvelles habitudes de consommation et comble un service manquant au nord de l'agglomération belfortaine.
- Que le projet générera la création d'une dizaine d'emploi sur le site et en renfort des équipes présentes sur les autres sites de l'enseigne.
- Qu'ainsi, ce projet répond aux critères énoncés à l'article L 752-6 du Code de commerce ;

En conséquence, la commission départementale d'aménagement commercial émet un avis favorable à la demande de permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale relative à la création d'un point permanent de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, organisé pour l'accès en automobile, disposant de six pistes de ravitaillement avec une emprise au sol affectée au retrait des marchandises de 280 m², à l'enseigne LECLERC, sur la commune de Valdoie.

**Par : 7 votes favorables
2 votes défavorables**

Ont voté favorablement :

- Mme Corinne COUDEREAU
- M. Eric KOEBERLE
- M. Jacques SERZIAN
- M. Jean-Marie HERZOG
- M. Jean-Pierre CUENIN
- Mme Johanna GUARDIA,
- Mme Sylvie RIPPLING

Ont voté défavorablement :

- M. Gérard GROUBATCH
- M. Jean-Claude GIROUD

Fait à Belfort, le **28 AOUT 2017**

Pour le Préfet,
Président de la Commission Départementale
d'Aménagement Commercial,
Le Sous-Préfet, Secrétaire Général,



Joël DUBREUIL

N.B. :

Article R752-30 code de commerce : le recours contre une décision ou un avis de la commission départementale peut être exercé :

- par le préfet ou les membres de la Commission, le délai étant d'un mois à compter de la date de la réunion de la commission ou, en cas de décision ou d'avis tacite, à compter de la date à laquelle l'autorisation est réputée accordée.
- par le demandeur, le délai étant d'un mois à compter de la date de notification de la décision ou de l'avis.
- par toute autre personne mentionnée à l'article L752-17 du code de commerce, le délai étant d'un mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues au troisième et cinquième alinéa de l'article R.752-19 du code de commerce.

Le respect du délai de recours est apprécié à la date d'envoi du recours.

Article R752-32 du code de commerce :

« A peine d'irrecevabilité de son recours, dans les cinq jours suivant sa présentation à la commission nationale, le requérant, s'il est distinct du demandeur de l'autorisation d'exploitation commerciale, communique son recours à ce dernier soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par tout moyen sécurisé ».

009 000 0 0

UT-DIRECCTE 90

90-2017-08-24-002

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la
personne - COUP DE POUCE à BELFORT (90000)



PREFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

Direction Régionale
des Entreprises
de la Concurrence
de la Consommation
du Travail et de l'Emploi
Bourgogne-Franche-Comté

Unité départementale
du Territoire de Belfort

11 Rue Legrand
CS 40483
90016 BELFORT CEDEX

Service Développement local

Pôle Entreprises, Emploi,
Economie

Affaire suivie par : N. BERNON
Courriel :
nathalie.bernon@direccte.gouv.fr

Téléphone : 03 63 01 73 83
Télécopie : 03 84 55 02 46

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistrée sous le N° SAP 830534525**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu l'arrêté n° 06/2016-15 du 22/08/2016 portant subdélégation de signature du DIRECCTE,

Le Préfet du Territoire de Belfort et par délégation, le responsable de l'unité départementale du Territoire de Belfort

CONSTATE,

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - Unité Départementale du **Territoire de Belfort** le **24 août 2017** par **Monsieur Théophile DOUILLOT** en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme **COUP DE POUCE** dont l'établissement principal est situé **21 Rue des Capucins - 90000 BELORT** et enregistrée sous le N° **SAP 830534525** pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- **Petits travaux de jardinage ;**
- **Travaux de petit bricolage ;**
- **Soutien scolaire ou cours à domicile ;**
- **Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses) ;**
- **Assistance informatique à domicile ;**
- **Maintenance et vigilance temporaires à domicile de la résidence principale et secondaire ;**
- **Assistance administrative à domicile.**

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Belfort, le 24 août 2017

Pour le Préfet du Territoire de Belfort
Et par subdélégation du directeur de la DIRECCTE,
L'adjoint au responsable de l'Unité Départementale
du Territoire de Belfort,



Nicolas LARDIER